

Madame la Ministre,
Mesdames et Messieurs les députés,
Mesdames et Messieurs les représentants des associations impliquées dans la défense de la liberté de la presse et des droits humains,
Chers collègues de toutes les universités du pays,
Mesdames et Messieurs,

Carta Academica est heureux de vous accueillir pour cette cérémonie au cours de laquelle nous allons remettre les premiers Academic honoris causa. Je dis bien les premiers, car nous inaugurons aujourd'hui une tradition annuelle, dans la lignée des actions de notre association.

Notre première idée était de convaincre toutes les universités belges de remettre un Doctorat Honoris Causa commun ; mais nous avons vite compris que si nous poursuivions cet objectif, les gens que nous voulions honorer et défendre, en particulier Chelsea Manning et Julian Assange, risquaient de mourir avant que nous puissions mettre l'événement en place. Et peut-être tout simplement de vieillesse...

C'est que le monde académique a du mal à se mobiliser pour des questions qui ne ressortissent pas exclusivement de nos domaines de compétences. Quand nous le faisons, certains responsables politiques n'hésitent pas à nous menacer de boomerang ou d'autres rétorsions. Sans doute sommes-nous chanceux ; dans d'autres pays, des collègues se retrouvent en prison. Comme des opposants politiques, comme des journalistes. Comme des lanceurs d'alerte. Il est pourtant de notre responsabilité de sortir de ces « tours d'ivoire » d'où l'on voit mal ce qui se passe dans le monde, monde qui par ailleurs, nous finance.

Aujourd'hui plus que jamais, nous devons joindre nos forces et offrir nos compétences spécifiques à toutes celles et tous ceux qui, chez nous et dans le monde, se battent pour que surviennent un changement indispensable, et pour que soient préservées et renforcées les assises d'une démocratie que nous avons, toutes et tous, laissé s'affaiblir.

Cette année, nous récompensons et honorons quatre personnes, deux femmes et deux hommes qui, au péril de leur liberté, de leur sécurité voire de leur vie, ont choisi de dénoncer des crimes que le « secret d'Etat » couvrait complaisamment. Julian Assange et Chelsea Manning croupissent en prison et, selon le rapporteur de l'ONU Nils Melzer, subissent des traitements indignes et des tortures de tous ordres ; Sarah Harrison et Edward Snowden ne peuvent plus circuler librement et vivent dans l'angoisse constante d'être arrêtés, ou pire. Comme jadis Salman Rushdie frappé par une fatwa, ils sont la cible d'un pouvoir tout-puissant qui est prêt à tout pour les faire taire et terroriser toutes celles et tous ceux qui auraient l'audace de vouloir suivre leur exemple, celui de lanceurs et diffuseurs d'alertes, rôle que les quatre marraines et parrains de ces lauréats auront l'occasion de présenter.

Aucune des personnes honorées aujourd'hui ne peut être présente : Assange et Manning sont en prison, Snowden et Harrison se cachent, comme tous les membres de Wikileaks, dans la crainte d'être arrêtés – et certains, comme Ola Bini en Equateur, ont déjà été arrêtés. Les « Honoris causa » ne sont à priori pas décernés à des personnes absentes ; mais

il y a des cas de force majeure, comme ce fut le cas jadis à l'ULB, où un Doctorat honoris causa a été attribué à Nelson Mandela, lui aussi injustement détenu.

Être lanceur d'alerte ne fait pas de vous un saint. Mais concentrer l'attention du public sur d'éventuelles faiblesses, réelles ou inventées de toutes pièces, est un processus de diversion, ou un acte comparable au fou qui regarde le doigt du sage pointant la lune. Les lanceurs d'alerte n'ont pas à être des saints ; c'est notre démocratie qui doit être saine. Elle ne doit pas fournir, que ce soit dans ses institutions publiques ou ses entreprises privées, du grain à moudre, elle ne doit pas laisser se développer ces tumeurs qui finiront par la détruire, si les lanceurs d'alerte et toutes celles et tous ceux qui veillent à sa santé, n'effectuaient pas un travail courageux et dangereux de dépistage et de veille sanitaire.

L'Amérique de Trump – et sans doute faut-il dire l'Amérique tout court – n'est pas la seule à mener la guerre comme ce droit sacré à l'information ; le journaliste américain Glenn Greenwald est poursuivi par le gouvernement brésilien de Bolsonaro pour avoir révélé les illégalités qui ont permis d'empêcher Lula de se présenter aux élections. Partout dans le monde, et pas seulement en Russie, en Chine, en Iran, en Arabie Saoudite, en Turquie, des journalistes sont menacés. Même en Europe. Et si la plupart des pays européens restent des démocraties où ces libertés se maintiennent, ils n'en sont pas moins les complices serviles d'une Amérique impérieuse. Que valent la vie de quelques journalistes, que vaut la liberté d'expression face à un contrat commercial, face à un accord politique et économique ? Soyons clairs : pas grand-chose. Et on pourrait même dire : rien. Aucun État membre de l'Union européenne n'a à ce jour accordé le droit d'asile à Edward Snowden, et ils ont donc laissé le rôle vertueux de « protecteur » à la Russie, si souvent et à juste titre condamnée pour ses atteintes à la liberté d'expression ; le Royaume Uni et la Suède se sont prêtés avec une bassesse de courtisan aux exigences américaines pour briser Assange. Et qui a publiquement protesté contre le sort réservé à Chelsea Manning ? Qui se dit prêt à accueillir et protéger Sarah Harrison ? Sans doute nos biais cognitifs nous poussent-ils à accepter la diabolisation faite à l'encontre de ces défenseurs de nos droits et libertés, parce qu'ils représentent une menace existentielle pour le système, et que nous croyons que ce système est le garant de notre sécurité... Comme les hérétiques, jadis, présentés comme un danger diabolique pour « la société », nous acceptons qu'ils soient brûlés.

Ce sont ces quatre héros modernes que nous allons honorer aujourd'hui. Ce sera aussi l'occasion d'entendre des professionnels de la presse s'exprimer sur cette question. Aucun responsable politique n'a voulu prendre la parole aujourd'hui, mais au moins certaines et certains sont venus tendre l'oreille. Nous ne doutons pas qu'ils prendront la parole demain dans les assemblées et, plus important encore, qu'ils agiront pour que ces Academic Honoris Causa ne soient pas que des symboles.